

12 OCTOBRE 1893

261

121

E 2300 Paris 46

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, A. Lachenal*

RP

Paris, 12 octobre 1893

Les séances officielles et officieuses de la Conférence monétaire latine ont trop complètement absorbé tout mon temps pour que j'aie pu faire de nombreuses visites depuis mon retour à Paris. Le personnel parlementaire est d'ailleurs absent et les moyens d'information sur la politique intérieure font ainsi défaut.

Cependant je considère comme un devoir d'attirer Votre attention sur des paroles très sérieuses, très graves, que j'ai entendues sur *l'état des relations franco-italiennes*. La Conférence monétaire m'a précisément fourni l'occasion de pénétrer plus profondément dans l'intimité de certains sentiments.

Mardi matin j'ai eu la visite de l'Ambassadeur d'Italie, M. Ressimann, qui, après m'avoir raconté les difficultés et les angoisses par lesquelles il avait passé l'été dernier lors de l'échauffourée d'Aigues-Mortes, dans un moment où il n'y avait à Paris presque aucun membre du gouvernement et où les esprits étaient surchauffés par l'approche immédiate des élections, a ajouté textuellement: La vérité est que la France veut notre ruine. Elle nous fait la guerre aussi complètement que cela est possible sans les canons. Il ne manque vraiment plus, dans les moyens employés contre nous, que les canons. Tout est employé pour nous brouiller avec nos voisins, pour détruire notre crédit, pour surexciter les éléments dangereux de notre population, pour intimider ceux qui voudraient nous venir en aide, pour provoquer chez nous à la guerre civile ou à la révolution. Eh bien, je vous le déclare sur l'honneur, nous n'accepterons pas cela. Un peuple de 30 millions d'hommes, un souverain comme le Roi Humbert, ne peuvent pas accepter cela. Plutôt que de verser notre sang dans une guerre civile, nous le verserons à la frontière contre l'ennemi du dehors. Ce sera de la folie, si vous voulez; nous irons nous enfermer sur les bayonnettes françaises; nous serons battus, tout ce que Vous voudrez; mais entre le suicide, la banqueroute ou la révolution, nous préférons la guerre. Nos alliés seront furieux contre nous; ils nous lâcheront peut-être, mais nous n'avons pas le choix.

Evidemment il est possible et probable qu'en tenant ces paroles, M. l'Ambassadeur d'Italie ait poursuivi un but immédiat, celui d'obtenir que la France se montre facile dans le règlement de la question du renvoi en Italie des petites monnaies divisionnaires, dont l'Italie a un besoin *politique* urgent. Il a peut-être espéré que je dirais aux Français qu'on était très monté du côté italien, et qu'ils agiraient sagement en se montrant traitables dans une affaire d'importance secondaire; ces petits procédés sont familiers à la diplomatie italienne. Cependant les paroles de M. Ressimann sont trop hors de proportion avec le but à atteindre, pour ne pas devoir être enregistrés.

Dans le même ordre d'idées, le Baron Renzis, ministre d'Italie à Bruxelles et

l'un des délégués du cabinet de Rome à la Conférence monétaire, a dit à M. Cramer-Frey qu'un groupe de financiers belges avait offert de venir en aide au gouvernement italien; dès que la chose a été connue à Paris, les principaux financiers français ont menacé de rompre toutes relations avec le groupe belge dont il s'agit et l'opération a dû être abandonnée. M. de Renzis voit dans ce fait l'intention de la France de ruiner par principe l'Italie et de lui laisser de repos seulement quand elle sera sortie de la Triple Alliance.

Comme indice des dispositions du principal financier français, voici [ce] que m'a dit aujourd'hui M. Alph. de Rothschild, à côté duquel je me suis trouvé à déjeuner chez le Ministre des finances: l'Italie se méprend entièrement sur sa situation dans le monde. Sans remonter aux Romains, elle a joué il y a trois siècles un très grand rôle commercial; elle était le centre du monde d'alors, qui était le monde méditerranéen; elle empochait les commissions que l'Angleterre empoche aujourd'hui, car elle détenait le commerce de la Turquie et de l'Inde. Elle a tort de se croire aujourd'hui le centre du monde, comme autrefois. Il faut que cela finisse. Elle a commencé à devenir désagréable à Tunis; la France avait refusé la Tunisie au Congrès de Berlin; il avait été entendu que Français et Italiens vivraient en paix côte à côte à Tunis; l'agent italien s'y est livré à des menées annexionnistes; nous avons demandé qu'il se tînt tranquille; il a continué; nous avons alors dû mettre la main sur la Tunisie. Depuis lors, l'Italie se met avec l'Allemagne; elle monte son armée sur un pied absolument disproportionné avec ses ressources. Dans quel but? Nous ne lui demandons rien; nous ne désirons pas un pouce du territoire italien. Nous ne demandons qu'à la laisser tranquille, et elle, il est évident qu'elle poursuit contre nous une politique d'agression; cela est intolérable; je suis absolument *exaspéré*. Il faut que cela finisse. L'obstacle, c'est le Roi, car dans la nation, on approche des limites de la patience. Je ne suis pas révolutionnaire, parce que je crois que rien n'est difficile comme de reconstituer un gouvernement digne de ce nom après une révolution, et parce qu'une révolution est à peu près la plus grande épreuve que puisse subir une nation — mais s'il faut en venir là, eh bien, l'Italie aura sa révolution! Je ne tiens d'ailleurs pas tant que cela à ce qu'il y ait une Italie *une*; j'ai toujours combattu l'idée de l'unité de l'Italie et ai eu de très vives discussions à ce sujet il y a trente ans contre mon ami Léon Say et le *Journal des Débats* qui soutenaient alors sur ce point la politique de Napoléon III. Je n'ai jamais partagé, même alors, l'emballement général. Il faut étudier l'histoire pour en tirer profit. Dans toute son histoire, l'Italie n'a jamais pu subir les Français; elle a subi longtemps les Allemands, les Autrichiens, les Espagnols; les Français jamais. Il y a antipathie profonde parce que les deux peuples se ressemblent trop. La France n'aura jamais l'Italie pour amie est c'est pour cela qu'on a eu tort à Paris d'aider l'Italie à se faire. La Suisse de son côté n'a rien à gagner à avoir une grande Italie sur sa frontière au lieu d'avoir la petite Sardaigne, la petite Venise, le petit royaume des Deux-Siciles. Que l'Italie cesse d'être agressive; qu'elle diminue de moitié son armée; qu'elle prenne en Europe la position de l'Espagne, et alors tout le monde sera d'accord en France pour la laisser tranquille comme l'Espagne. L'Espagne n'a d'armée que pour essayer de calmer les appétits de ses généraux et fait ce qu'elle peut pour diminuer leur rôle. Si l'Italie ne comprend pas cela, elle aura à le regretter, son Roi surtout, car c'est lui qui est l'obstacle. Cela ne me fait aucun

plaisir de dire cela, car, dans les pays à traditions monarchiques, la République est le plus coûteux des gouvernements; je ne dis pas cela pour la Suisse, où la République est légitimiste.

J'ai demandé à *M. Develle* ce qu'il y avait de vrai dans les bruits de concentrations de troupes italiennes sur la frontière. Le Ministre des Affaires étrangères m'a répondu qu'il y avait eu une véritable panique dans la région de Nice, que des villages déménageaient, mais qu'il n'avait jamais partagé cette panique (ce qui signifie que d'autres membres du cabinet étaient d'un autre avis); il y a eu des retards dans le renvoi des réservistes; il y a eu des mouvements qu'il aurait mieux valu ne pas faire; mais il faut garder tout son sang-froid, et cela n'a pas été difficile. Le Ministre a alors manifesté sa mauvaise humeur contre la presse qui envenime tout et grossit tout.

Quoiqu'il en soit, cette tension sérieuse a beaucoup inquiété, et, pour calmer ces inquiétudes, on a à Paris montré une condescendance extrême vis-à-vis de l'Italie dans les tractations monétaires. La France accorde jusqu'ici sans grande discussion tout ce que l'Italie demande ou à peu près. J'abordais la Conférence monétaire avec la pensée que nous aurions à séparer le chien et le chat, et c'est plutôt nous qui sommes obligés de mettre les points sur les i et de réclamer les garanties les plus indispensables. Les délégués français sont loin de nous soutenir toujours, et les Belges se montrent, à leur habitude, d'une pusillanimité qui tend à devenir classique. Il y a donc détente entre la France et l'Italie; le mot d'ordre est donné à toute la presse parisienne (voir le *Temps* de ce soir). Seulement combien de temps cela durera-t-il? Le fond de la situation est pénible. C'est par l'argent que l'Italie est malade et le prince de l'argent, que je voyais pour la première fois, tient un langage qui, mis en regard des paroles prononcées la veille par le représentant du Roi Humbert, jette sur la situation un jour peu rassurant. Ce qui peut ici, calmer nombre d'esprits, c'est le sentiment que l'armée territoriale française, les officiers de réserve, et toutes ces créations de *M. de Freycinet* pour faire du *nombre* à tout prix sans encadrer ces masses, ont profondément désorganisé et affaibli la force militaire du pays; le rude discours du Général de Cools l'un des cinq chefs d'armée en cas de guerre, a ouvert les yeux et confirmé ce que nos officiers avaient écrit l'an dernier à leur retour des grandes manœuvres françaises. Peu de temps avant sa mort, *M. Jules Ferry* s'était exprimé envers moi en termes très sévères sur l'œuvre de désorganisation militaire de *M. de Freycinet*; ce sentiment paraît se généraliser et constituera une sérieuse barrière aux passions que *M. de Rothschild* paraît vouloir entretenir contre l'Italie.